



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Licenciement abusif et inaction du Gouvernement

Question écrite n° 27097

### Texte de la question

M. Sébastien Chenu alerte M. le ministre de l'économie et des finances sur le plan social qui touche actuellement l'usine de Cargill d'Haubourdin (59). En effet, la multinationale américaine spécialisée dans la fourniture d'ingrédients alimentaires et dans le négoce de matières premières souhaite se séparer de 183 des 328 salariés de cette usine pour délocaliser le pôle français de transformation de l'amidon de maïs dans l'est de l'Europe, alors même que la construction de leur bâtiment s'est terminée en octobre. La suppression de 183 postes et la destruction du bâtiment sont donc incompréhensibles. Les salariés de Cargill font les frais d'une logique purement financière sans justification industrielle à long terme. Les représentants des salariés doivent être reçus par leur direction et il attend que M. le Ministre intervienne auprès de l'entreprise américaine pour protéger ces emplois ou au moins les orienter sur de nouvelles perspectives d'avenir. Il lui demande s'il ne va rien faire pour protéger les salariés français et empêcher les délocalisations.

### Données clés

**Auteur :** [M. Sébastien Chenu](#)

**Circonscription :** Nord (19<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 27097

**Rubrique :** Emploi et activité

**Ministère interrogé :** [Économie et finances](#)

**Ministère attributaire :** [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [3 mars 2020](#), page 1605

**Question retirée le :** 21 juin 2022 (Fin de mandat)